

**COMMUNAUTE DE COMMUNES
MEDOC ATLANTIQUE**

REPUBLIQUE FRANCAISE

Siège :

**9 rue du Maréchal d'Ornano
33780 SOULAC-SUR-MER****☎ 05.56.73.29.26****EXTRAIT DU REGISTRE
DES
DELIBERATIONS****SEANCE ORDINAIRE DU JEUDI 10 NOVEMBRE 2022
D10112022/115**

PRESIDENT

Xavier PINTAT

ETAIENT PRESENTS :

Membres titulaires :

Patrick MEIFFREN, Florence LEGRAND, Jean-Marc SIGNORET, Christian BOURA
 Laurent PEYRONDET, Yves BARREAU, Véronique CHAMBAUD,
 Jean-Pierre DUBERNET, Franck LAPORTE, Jean-Louis BRETON, Jean-Luc PIQUEMAL,
 Tony TRIJOLET, Jean-Marie BERTET, Catherine GIANNORSI, Patrick BURAN,
 Pascale COLMET-MARZAT, Hervé CAZENAVE, Alexia BACQUEY, Adrien DEBEVER,
 Jean-Yves MAS, Chantal PARISE, Marie-Hélène GIRAL, Evelyne MOULIN,
 Marie-Dominique DUBOURG.

ETAIENT REPRESENTES :

Catherine ROBINEAU donne pouvoir à Patrick MEIFFREN
 Frédéric QUILLET donne pouvoir à Florence LEGRAND
 Stéphane MARGALEF donne pouvoir à Jean-Marc SIGNORET
 Karine FORGERON donne pouvoir à Catherine GIANNORSI
 Jean-Marie REVAILLER donne pouvoir à Jean-Pierre DUBERNET

ETAIENT ABSENTS :

Thierry DESPREZ

ETAIENT ABSENTS EXCUSES :

Christian BOURNIGAL, Dominique PATRAS, Bernard LOMBRAIL, Valérie DA COSTA
 OLIVERA, Liliane DUBOIS, Jacques BIDLUN, Christine GRASS

Membres suppléants
 remplaçant un membre
 titulaire :

Membres suppléants

SECRETAIRE DE SEANCE :

Alexia BACQUEY

Objet : FINANCES : MISE EN PLACE DE LA NOMENCLATURE M57 A COMPTER DU 1^{ER} JANVIER 2023
Rapporteur : FLORENCE LEGRAND, 10^e Vice-Présidente
Vote : UNANIMITE

Madame Florence LEGRAND expose les développements suivants au Conseil Communautaire :

1 - Rappel du contexte réglementaire et institutionnel

En application de l'article 106 III de la loi n°2015-9941 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRe), les collectivités territoriales et leurs établissements publics peuvent, par délibération de l'assemblée délibérante, choisir d'adopter le cadre fixant les règles budgétaires et comptables M57 applicables aux métropoles.

Cette instruction, qui est la plus récente, la plus avancée en termes d'exigences comptables et la plus complète, résulte d'une concertation étroite intervenue entre la Direction générale des collectivités locales (DGCL), la Direction générale des finances publiques (DGFIP), les associations d'élus et les acteurs locaux. Destinée à être généralisée, la M57 deviendra le référentiel de droit commun de toutes les collectivités locales d'ici au 1er janvier 2024.

Reprenant sur le plan budgétaire les principes communs aux trois référentiels M14 (Communes et Etablissements publics de coopération intercommunale), M52 (Départements) et M71 (Régions), elle a été conçue pour retracer l'ensemble des compétences exercées par les collectivités territoriales. Le budget M57 est ainsi voté soit par nature, soit par fonction.

Le référentiel budgétaire et comptable M57 étend en outre à toutes les collectivités les règles budgétaires assouplies dont bénéficient déjà les Régions, offrant une plus grande marge de manœuvre aux gestionnaires.

Compte tenu de ce contexte réglementaire et de l'optimisation de gestion qu'elle introduit, il est proposé d'adopter la mise en place de la nomenclature budgétaire et comptable et l'application de la M57 développée, pour le Budget principal de la Communauté de communes Médoc Atlantique et des budgets annexes GEMAPI, ZAE les Bruyères, ZAE extension Palu de Bert Est, ZAE du Guadet, ZAE extension la Meule, à compter du 1er janvier 2023.

2 - Application de la fongibilité des crédits

L'instruction comptable et budgétaire M57 permet de disposer de plus de souplesse budgétaire puisqu'elle autorise le conseil communautaire à déléguer au Président la possibilité de procéder à des mouvements de crédits de chapitre à chapitre, à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel, dans la limite de 7,5% du montant des dépenses réelles de chacune des sections (article L. 5217-10-6 du CGCT). Dans ce cas, le Président informe l'assemblée délibérante de ces mouvements de crédits lors de sa plus proche séance.

Cette disposition permettrait d'amender, dès que le besoin apparaîtrait, la répartition des crédits afin de les ajuster au mieux, sans modifier le montant global des sections. Elle permettrait également de réaliser des opérations purement techniques sans attendre.

La communauté de communes a pour habitude de proposer des décisions modificatives en cours d'année, cette faculté permettra de faire face à une dépense urgente dans un chapitre qui ne dispose pas d'un disponible suffisant.

3 - Fixation du mode de gestion des amortissements en M57

La mise en place de la nomenclature budgétaire et comptable M57 au 1er janvier 2023 implique de fixer le mode de gestion des amortissements des immobilisations. Une délibération spécifique sur la gestion des amortissements sera prise indépendamment.

La nomenclature M57 pose le principe de l'amortissement d'une immobilisation au prorata temporis. L'amortissement commence à la date de mise en service de l'immobilisation financée chez l'entité bénéficiaire.

Ce changement de méthode comptable s'appliquerait de manière progressive et ne concernerait que les nouveaux flux réalisés à compter du 1er janvier 2023, sans retraitement des exercices clôturés. Ainsi, les plans d'amortissement qui ont été commencés suivant la nomenclature M14 se poursuivront jusqu'à l'amortissement complet selon les modalités définies à l'origine.

En ce qui concerne les biens de faible valeur de moins de 500 € TTC il conviendrait de les amortir sur un an et de les sortir de l'inventaire dès qu'ils seront intégralement amortis.

Les subventions d'équipement versées et des frais d'études non suivis de réalisations seront amortis au prorata temporis.

4 – Adoption d'un règlement financier

L'application du référentiel M57 impose la rédaction d'un règlement budgétaire et financier formalisant dans un document unique les règles internes à la collectivité. Ces règles s'appliquent à l'ensemble des acteurs intervenant dans le cycle budgétaire et comptable.

Compte tenu de ce contexte réglementaire et de l'optimisation de gestion qu'elle introduit, il est demandé au conseil communautaire :

Article 1 : d'adopter la mise en place de la nomenclature budgétaire et comptable de la M57 dans sa version développée, pour le Budget principal de la Communauté de Communes Médoc Atlantique et des budgets annexes GEMAPI, ZAE les Bruyères, ZAE extension Palu de Bert Est, ZAE du Guadet, ZAE extension la Meule, à compter du 1er janvier 2023.

Article 2 : de conserver un vote par nature par chapitre globalisé avec présentation croisée fonctionnelle à compter du 1er janvier 2023.

Article 3 : d'autoriser le Président à procéder, à compter du 1er janvier 2023, à des mouvements de crédits de chapitre à chapitre, à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel, et ce, dans la limite de 7,5% des dépenses réelles de chacune des sections.

Article 4 : de calculer l'amortissement des subventions d'équipement versées et des frais d'études non suivis de réalisations au prorata temporis,

Article 5 : d'autoriser le Président à signer tout document permettant l'application de la présente délibération.

LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE,

- APRÈS en avoir pris connaissance,
- VU l'avis favorable du bureau communautaire du 27 octobre 2022, pour l'inscription de cette question à l'ordre du jour,
- VU l'avis favorable du comptable,
- OUI l'exposé du rapporteur,
- APRÈS en avoir délibéré,

DECIDE

- D'APPROUVER la mise en place de la nomenclature M57 à compter du 1^{er} janvier 2023, telle que présentée ci-dessus.

Nombre de membres en exercice : 38

Nombre de membres présents : 25

Nombre de suffrages exprimés : 30

Vote : Pour : 30 Contre : / Abstention : /

FAIT ET DELIBERE LES JOURS MOIS ET AN QUE DESSUS

ONT SIGNE AU REGISTRE LES MEMBRES PRESENTS

COPIE CERTIFIEE CONFORME

FAIT À SOULAC-SUR-MER, le 10 NOVEMBRE 2022



LE PRESIDENT,

Xavier **PINTAT**
Maire de Soulac-sur-Mer
Membre Honoraire du Parlement